

Email : ccimino@mercycorps.org , Tel : 0817084044

[illegible]

1

de cette crise, il a été signalé aussi : des cas de décès du côté de civils, viols des femmes et plusieurs personnes gravement torturées et blessées.

Suite à ces hostilités, cette population avait pris la fuite vers les villages des groupements Pimbo, Pitso et Mayalibo situés à la limite avec ceux qui avaient connu des troubles ainsi que dans plusieurs autres groupements du territoire de Djugu. Il sied à signaler qu'aussi la population de ces derniers groupements avait préventivement fui suite aux exactions qu'avaient connu les groupements voisins. Cependant du fait de l'accalmie qui se vit dans ce milieu depuis un certain temps, la population retourne progressivement. Par ailleurs d'autres ménages déplacés venant des zones encore affectées par le conflit se sont réfugiés dans des familles d'accueil précisément dans les villages de Golo, Gobu, Golo Mission, golo Kaba, Gilo, Dyada, Kalo, Lingo et Tsiro, et certains parmi eux ont été accueillis dans le Village Mayalibo, Groupement Asse, Chefferie de Mbambisa.

I. a. Accessibilité dans la zone

Cette zone est située à environ 45 kilomètres au Nord-est de la ville de Bunia sur l'axe Bunia - Centrale Iga Barriere, Pimbo, en direction de territoire de Djugu vers Fataki. Du centre Fataki et Pimbo, il y a environ 26 km (environ 40min en voiture). Accessible par véhicule 4x4 en passant par la Grande route nationale N°4 pour éteindre Pimbo, cependant signalons qu'en saison de pluie, il y a probabilité d'embourbement et des véhicules point lourd qui fréquentent régulièrement cette route peuvent bloquer l'accès du fait des embourbements. Sans ces difficultés, le véhicule fait facilement 2 heures pour atteindre Pimbo, à partir de Bunia.

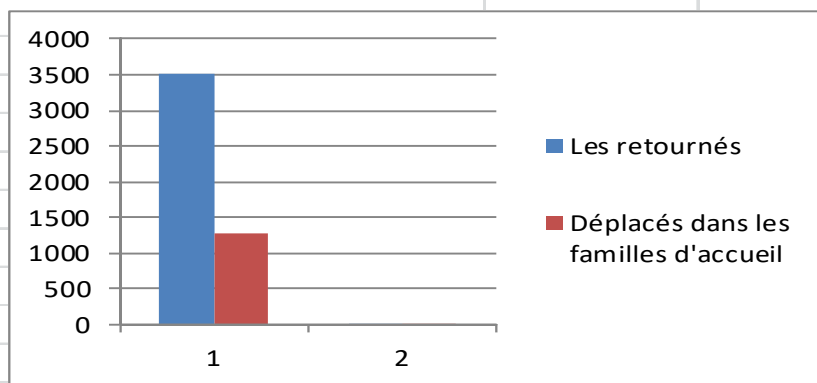
I.b. Ampleur de la crise

Actuellement les déplacés sont accueillis dans les familles d'accueils dans 28 villages à savoir : Golo, Golu, Golo Mission, golo Kaba, Gilo, Dyada, Kalo, Lingo et Tsiro (partie Lendu) et d'autres par contre ceux de Mambisa lié aux Hema ont été accueillis dans les villages Liro 1 & 2, B'assa et afin Tsuba (partie Hema). Jusqu' à présent pas de cohabitation sur le point économique entre ces deux communautés (Hema et Lendu), du fait que les Lendu ont leur marché (marché monima et pimbo centre) et les hema (Mayalibo) font leur marché à Bule alors que ces dernières avaient un marché commun à Kalo actuellement brûlé et abandonné.

Selon les évaluations effectuées par l'équipe. Une promiscuité a été constatée autant chez les déplacés vivant en familles d'accueil. Tout cela nous a amené à évaluer la pression démographique moyenne à 36%.

Le tableau Ci-dessous donne le graphique de la répartition des déplacés dans la zone :

REPARTITION DES DEPLACES ET RETOURNES		
libelle	nombre	%
Les retournés	3500	73%
Déplacés dans les familles d'accueil	1277	27%
Total	4777	100%



NB : Notons que le nombre des déplacés dans des familles d'accueil est moins élevé car certains ont commencé à regagner leurs villages de provenance, la communauté d'accueil qui est aussi composée de retournés ne supportant plus la charge des déplacés accueillis au départ au sein de leur famille. Il est à signaler que la communauté hôte et même des déplacés sont dans une vulnérabilité élevée

II. Méthodologie

Mener des entretiens structuré, guidé par un outil électronique de collecte des données ODK avec les déplacés et les retournés, Organiser des réunions communautaires avec les autorités locales et les leaders communautaires de la zone , Effectuer les visites dans des familles hôtes dans le groupement de Pimbo, Pitso et Mayalibo, faire les focus groupes dans chaque villages en ayant des entretiens avec les représentants des chefs de village, des centres de santé et autres leaders locaux, avec les déplacés , la communauté hôte, les autochtones et faire également des observations directes.

III. Analyse des Résultats

Le tableau ci- dessous reprend les villages qui ont été visités durant notre mission à PIMBO qui ont accueilli les déplacés.

Localités/ Villages d'accueils	Déplacés (Ménages)	Déplacés Individus	Population hôte / Ménages retournés (ménages)	Population hôte / Ménages Retournés 2(Individus)	Pression des IDP sur les familles hôtes et retournés
Lidjo	30	180	61	366	49,1%
LILO 1	30	180	84	504	35,7%
PIMBU	131	786	183	1098	71,5%
ZANYO	58	348	148	888	39%
PITSO	20	120	20	120	100%
TSHUNGEBA	43	258	80	480	55,8%
GOKPA-KPADINGA	50	300	250	1500	20%
NZAMBE	180	1080	420	2520	43%
LOBO	80	480	100	600	80%
ANGA	50	300	200	1200	25%
DJALA, SOLO, KACLELE	81	486	558	93	14,5%
DAGA, NGINI, LOGAI, NGAJU, LOJA	68	408	225	1350	30,2%
DJILO	30	180	80	480	37,5%
KABA	19	114	66	396	28,8%
YADA	32	192	93	558	34,4%
KALO	40	240	230	1380	17,3%
LINGO	28	168	53	318	52,8%
ZUBA	120	720	148	888	81%
GOLO	72	432	125	750	57,6%
GOBU	85	510	280	1680	30,3%
GOLO MISSION	30	180	96	576	31,2%
TOTAL	1277	7662	3500	17745	36%

Cas traités au centre de santé Pimbo au cours de ces deux derniers mois :

- Paludisme : **80 cas**
- Infections Respiratoires aigües : **17 cas**
- Malnutrition Aigüe : **08 cas**
- Malnutrition Sévère : **08 cas**
- Fièvre typhoïde : **02 cas**
- Diarrhée : **6 cas**

Par ailleurs, Il ressort que :

- L'aire de santé de Pimbo compte 6 points d'eau pour une population de **17745** personnes autochtones et **7662** personnes déplacés ; ce qui est clairement insuffisant pour l'ensemble de la population totale.

IV. Evaluation des besoins sectoriels

1. AME ET Abris

Les déplacés vivants dans les familles d'accueil et même les retournés ont présenté les besoins importants en AME, en FOOD et en Cash car depuis l'arrivée de la 1ère vague de déplacés dans la zone en juin 2019, les déplacés n'ont reçus aucune assistance.

2. Santé et nutrition,

Dans l'aire de santé de Pimbo, il n'y a pas de structures de prise en charge médicale, ce qui constitue un besoin ressenti par les déplacés et des familles retournées dans cette zone. Le seul centre de santé de pimbo ne parvient pas à satisfaire aux besoins sanitaires de la population. Par ailleurs dans cette structure, on signale souvent une rupture de stock de médicaments du fait de la fréquentation massive des patients, ce qui constitue donc un besoin prioritaire de pour la communauté.

Gaps:

- Structure de santé sous utilisée par les cibles potentielles ;
- Plusieurs cas de décès enregistrés dans la communauté sans consulter le centre de santé s'élevé à 4 décès par semaine selon l'autorité sanitaire ;
- Un cas suspect de rougeole enregistré il y a deux semaines ;
- Présence des IRA avec complications suite aux traitements traditionnels ;
- Manque des moyens financiers pour les ménages déplacés et retournés ;
- Ruptures de plusieurs médicaments traceurs ;

3. Education

Dans l'aire de santé de Pimbo, il y a l'EP D'tsuba qui aurait été détruite par les assaillants, l'école primaire Lilo a accueilli la majorité des élèves et serait dans l'incapacité d'inscrire tous les enfants des déplacés. Le besoin en éducation reste énorme car la majorité d'élève sont les déplacés et que les parent n'ont pas les moyens d'acheter les matériels scolaires aux leurs enfants.

4. Moyen de survie

Pour subvenir aux besoins du ménage les déplacés s'adonnent aux travaux journaliers contre rémunération (actuellement le coût de cette activité s'élève à 1500 FC le jour), ainsi que des gestes de charité de la communauté.

5. WASH

L'approvisionnement en eau de boisson reste un problème crucial au sein de la population des villages des groupement Pimbo, Pitso et Mayalibo, car même les sources sont insuffisantes. Pour s'approvisionner en eau, la population fait environ 50 minutes de marche, et cela constitue un danger, surtout pour les femmes qui sont les plus ciblées. Notons également un manque criard de latrines dans les villages, il n'y a aucune toilette construite. Dans le même ordre d'idée, Il a été signalé que le manque de latrines dans les écoles amène les écoliers à se livrer à la défécation à l'air libre.

6. Protection

Certaines incidents/problème de protection ont été signalés dans la zones dont 3cas de violences sexuelles, la présence des beaucoup d'enfants non accompagnés qui suite aux manques de moyens pour subvenir à leurs besoins se dirige dans le carré miniers où ils se font exploiter économiquement et même sexuellement, beaucoup des cas des mariages pré cause, la présence des beaucoup d'enfants malnutris, manque de Kits PP aux structure de sante.

V. Analyse de marché

1. *Marchés fréquents et alternatifs (marchés proches) fréquentés normalement par la communauté des déplacés*

Marché principal : Pimbo

Marchés alternatifs : Fataki, Bule

2. *Services financiers disponibles (où les gens obtiennent –ils de l'argent ?)*

- ⇒ Le principal service financier par lequel les populations de la zone peuvent obtenir de l'argent est le mobile money (Airtel Money ; M-Pessa) uniquement pour les sommes comprise entre 2000 et 112000 FC (1 – 70\$).
- ⇒ Le pourcentage des ménages affecté par le déplacement et ayant accès à ce service est très faible, autour de 10%
- ⇒ L'Ong TROCARE a implémenté en mai et juin 2019 des programmes de transfert monétaire dans le passé dans cette zone à travers le cash direct inconditionnel dans 11 villages des groupements Pimbo et Pitso.
- ⇒ Les grossistes de la FEC sont favorables à l'éventualité de se mettre en collaboration avec ceux de la FEC de Fataki pour créer un réseau Hawala dans la zone pour faciliter la distribution du Cash Transfer aux bénéficiaires.

3. *Discussion avec les informateurs clés du marché (grossistes, détaillants, ménages)*

L'observation et les échanges ont été réalisés avec les membres de la FEC de Pimbo, il en ressort ceci :

- ⇒ Il faut environ 30 minutes à 1h de marche à pied pour arriver au marché selon de lieu de provenance ;
- ⇒ Il n'y a aucune obstruction sur le trajet
- ⇒ Les flux commerciaux importants sont observés les jours de marché (jeudi et dimanche), mais surtout le dimanche. Par ailleurs les autres jours de la semaine il y a un petit marché au centre de Pimbo (monument) ;
- ⇒ Le marché est constitué de : 15 grossistes et 35 détaillants qui proposent à la fois des produits divers et des vivres ;
- ⇒ Les 5 principaux produits vivriers les plus demandés dans la zone sont : le haricot, le maïs, la farine de manioc, le riz, l'huile (végétale et palme).
- ⇒ *Les prix des denrées alimentaire n'ont pas connu d'augmentation sur le marché* entre la période avant / après choc.
- ⇒ Les commerçants s'approvisionnent pour la plupart en Uganda, Mahagi, Butembo et Bunia ;
- ⇒ Le principal challenge identifié lié à l'approvisionnement est le mauvais état des routes surtout en saison de pluies ;
- ⇒ Lors de l'approvisionnement, les commerçants ne rencontrent aucune tracasserie routière et aucune taxe supplémentaire illégale ne leur est exigé.
- ⇒ En cas d'organisation d'une foire Food/AME pour 6000 ménages, les commerçants auront besoin de 2 semaines (en saison des pluies) pour s'approvisionner.

Analyse des risques liés aux transferts monétaires

Après l'évaluation de la faisabilité de transfert monétaire à usages multiples et après des échanges avec les communautés (déplacées et retournés) les principaux risques liés à cette opération ont été identifiés. Pour chacun de ces risques, les causes, les conséquences, l'impact, la probabilité de survenue et les mesures de mitigation ont été envisagés.

- ⇒ *La combinaison de la probabilité de survenue (possibilité d'un risque se produise) de l'impact (les conséquences) du risque, permet d'obtenir la classification du risque.*
- ⇒ Gravité = Score d'impact x Score de probabilité

Risques	Impact	Probabilité	Classification du risqué	Mesures de contrôle
<i>Des bénéficiaires qui répondent aux critères de ciblage ne sont pas sélectionnés</i>	Mineur	probable	Moyen	La mise à jour des critères et le travail de minutieux de ciblage par le M&E (et éventuellement la biométrie)

				permettra de réduire les cas d'erreur d'exclusion
<i>Possibilité d'incidents de sécurité au cours du transport de fonds</i>	Sévère	Modérément probable	Moyen	Le partenaire financier à contracter avec des services de sécurité pour réduire la tentation d'attaque du convoi de transport de fonds
<i>Possibilité d'incident de sécurité sur les sites de distribution</i>	Modéré	Modérément probable	Moyen	Les forces de sécurités ont leurs postes dans la zone et au sein des sites, il y a des comités de vigilance qui veille à la sécurité des personnes. De plus des mécanismes de gestion de la foule seront mis en place lors de la distribution, pour réduire l'ampleur des incidents de sécurité
<i>Utilisation des TM reçus à d'autres fins que celles prévues par le programme</i>	Mineur	Très probable	Moyen	Le principe du Multi Purpose Cash (MPC) est de laisser la liberté aux bénéficiaires de faire les choix qui leur paraissent adéquat. Les enquêtes de suivi prévus permettront de voir comment rectifier l'approche à l'avenir
<i>Exacerbation des conflits au sein des ménages à cause des TM (VBG/ dénis de ressources)</i>	Mineur	Moderement probable	Faible	Les sensibilisations des bénéficiaires et leaders communautaires, ainsi que les mécanismes d'accompagnement à mettre en place permettront de réduire l'occurrence de ce risque.
<i>Hostilité de la communauté hôte qui ne reçoit pas l'assistance</i>	Sévère	Modérément probable	Moyen	La particularité de la zone est la coexistence pacifique entre les communautés Hema et Lendu. Les déplacés sont pour certains hébergés gracieusement au sein des familles d'accueil. Des espaces leur ont par ailleurs été octroyés par la

				communauté hôte pour y construire leurs abris. Le renforcement des sensibilisations des bénéficiaires ; des non bénéficiaires de la communauté hôte et leaders communautaires, ainsi que les mécanismes protection permettront de réduire l'occurrence de ce risque.
<i>Risque de Fraude (détournement de fonds et corruption)</i>	Modéré	Modérément probable	Moyen	La forte présence des staffs de MC et des superviseurs et l'accès des bénéficiaires à des mécanismes de feedback et de gestion de plaintes réduits la survenue de ce risque
<i>Apparition des conditions commerciales déloyales dans la zone ciblée</i>	Mineur	Modérément probable	Faible	Un dispositif de suivi hebdomadaire des marchés sera mis en place en collaboration avec la FEC et la Société civile. Cela permettra d'évaluer l'impact des transferts monétaires sur l'évolution des prix et la disponibilité sur le marché.
<i>Inflation/volatilité des prix sur le marché</i>	Modéré	Modérément probable	Moyen	Un dispositif de suivi journalier des marchés sera mis en place en collaboration avec la FEC et la Société civile. Cela permettra d'évaluer l'impact des transferts monétaires sur l'évolution des prix et la disponibilité sur le marché.

Faisabilité du transfert monétaire

Les échanges avec les communautés et les informateurs clés notamment la FEC, nous ont permis de vérifier certaines hypothèses essentielles pour confirmer/infirmier la faisabilité du transfert monétaire.

L'argent est-il approprié ?

1. L'économie elle monétisée et les populations cibles ont l'habitude d'utiliser de l'argent,
2. Les populations cibles utilisent habituellement le marché pour subvenir à leurs besoins, les marchés sont donc accessibles tout le temps

Les transferts monétaires sont-ils faisables ?

3. Les marchés fonctionnent normalement (le jeudi et le dimanche pour le marché de Pimbo et le jeudi et samedi pour le marché de Fataki),
4. Les biens (produits) de base sont disponibles sur le marché en quantité suffisante et à un prix acceptable,
5. Les commerçants sont capables (transport, législation, environnement) et peuvent s'adapter à une demande accrue,
6. Le marché est compétitif, il y a un nombre de commerçants suffisant pour garantir des prix justes (plus de 100 dans tout le groupement Pimbo) ;
7. Les grossistes de la FEC sont intéressés par la création d'un réseau Hawala, mais déclarent ne pas avoir assez de fond pour faciliter la distribution du Cash Transfer aux bénéficiaires.

Evaluation des tendances de marché nous révèle que :

8. Il n'y a pas habituellement des tendances inflationnistes dans la zone, malgré la sécurité volatile ;
9. Il n'existe pas des risques que les prix augmentent de façon significative dans les prochains mois.

Les transferts monétaires sont-ils sûrs ?

10. Les transferts monétaires peuvent être distribués sans risque pour les bénéficiaires
11. Il n'existe pas de mécanisme de paiement accessible à tous les bénéficiaires (en particulier les déplacés des sites),

	Questions Clés	Yes	No
1.	Les besoins immédiats peuvent-ils être comblés au moyen de biens ou de services particuliers ?	X	
2.	Les PTM sont-ils autorisés par la législation de la RDC ?	X	
3.	L'économie est-elle monétisée et les gens sont-ils habitués à gérer l'argent ?	X	
4.	Les marchés sont-ils accessibles et fonctionnels après le choc ?	X	

5.	MC/RDC a-t-il élaboré des plans d'urgence pour le PTM (capacité interne/partenaires et procédures opérationnelles standards (SOP)) ?	X	
6.	Existe-t-il un système en place pour mettre en œuvre un PTM avec la rapidité nécessaire et à l'échelle prévue ?	X	
7.	Est-il possible d'atténuer les risques liés aux PTM?	X	

Choix de la modalité de transfert monétaire

En croisant les données issues des analyses et évaluations que nous avons réalisées notamment l'analyse des besoins, l'analyse du marché et l'analyse des risques liés aux transferts monétaires, nous pouvons conclure que deux (02) options d'assistance sont faisable dans la zone de Pimbo :

- ⇒ **Une assistance en cash direct inconditionnel**
- ⇒ **Une assistance par foire aux coupons restrictifs (Food, NFI, Santé)**

IX. Difficultés rencontrées

- Les aléas climatiques (pluie) qui ont rendu la route impraticable.
- Difficulté d'accès dans certains villages.

X. Recommandation.

- Les déplacés et les retournés ont recommandé à l'équipe de faire un plaidoyer auprès de la communauté humanitaire pour une assistance, car ils sont dans une vulnérabilité élevée.
- Sensibiliser les deux parties en conflit pour l'utilisation des services du centre de santé et marché commun de kalo ;
- Implication total des autorités dans toutes les phases de nos activités ;
- Si possible prendre en compte tous les monde lors des enregistrements car tous ont subi les conséquences de ces atrocités

Composition de l'équipe

- Yannick BENSON : 0817084048
- Alain SIBOMANA : 0812492607
- Deo BULUMBA : 0816448586
- Christian CIRUZA : 08117084300
- Lievain AKSANTI : 0816004620
- Jean Moussa CHRISTOPH : 0817084224
- Justin BULONVU : 0810182761
- Philomene NABINTU: 0828934793
- Marcel RAMAZANI: 0818936079

- They They KIZITO: 0820992886

Annexes

a. Contact des informateurs clés dans la zone :

- Willy ABIBU SEBU : Administrateur Assistant en question politique et Administratif du territoire de djugu.
N° TEL : **0812700230**
- Lobi TSUBA JULES FLAVIEN : Président de la société civile du territoire de djugu
N° TEL : **0815315130**
- Djimi Dz'ina MANGA : Secrétaire Administrative de secteur de Walendu djatsi
N° TEL : **0814783205**
- Justin : Président de la jeunesse de la chefferie Pimbo. N° TEL : 081516672

b. Photos prises lors de nos focus group et réunions communautaires



